

Publié le 29/09/2026



**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE DE POLICE N° 2026-524 PORTANT
REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
SUR L'ENSEMBLE DE LA COMMUNE**

Le Maire d'Aureilhan,

- **Vu** la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 ;
- **Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6 ;
- **Vu** le Code de la Route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;
- **Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- **Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, huitième partie, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992 ;
- **Vu** la demande de l'entreprise ADN Signalisation en date du 25 septembre 2026 pour réaliser des travaux de marquage au sol ;
- **Considérant** que pour permettre l'organisation des travaux, assurer la sécurité des usagers et des personnes chargées de l'exécution des travaux, il y a lieu de réglementer le stationnement et la circulation selon les dispositions suivantes ;

ARRÊTE

Article 1 :

La circulation et le stationnement seront temporairement réglementés sur les axes suivants :

- L'avenue du Bois ;
- La rue de la République ;
- L'allée du 1^{er} Bataillon du Régiment de Bigorre FFI (1944-1945) ;

le 06 octobre 2026, de 09h00 à 17h00, dans les conditions définies ci-après.

Article 2 :

L'avenue du Bois, dans sa portion comprise entre le n°13 et le n°20 ; La rue de la République, dans sa portion comprise entre le n°15 et l'intersection de

l'avenue du Bois ;L'allée du 1^{er} Bataillon du Régiment de Bigorre FFI (1944-1945) ; seront fermées à la circulation.

Le stationnement est interdit. Tout stationnement est considéré comme gênant (article R 417-10 du code de la route)

Une déviation sera mise en place comme suit :

- Rue Jules Ferry
- Avenue de la Chartreuse
- Rue Voltaire

les véhicules du Centre Technique Municipal situé rue de la République, les riverains et les convois funéraires place de L'Eglise doivent être maintenus autant que possible.

Article 3 :

Les droits d'accès des riverains seront sauvegardés autant que possible, sous réserve des contraintes techniques ou de sécurité.

Article 4 :

La signalisation réglementaire sera conforme au livre I - 8^{ème} partie sur la signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel du 6 Novembre 1982.

La signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge de l'entreprise ADN Signalisation (mise en place, entretien et dépose) et sous sa responsabilité.

Le présent arrêté sera également affiché aux extrémités du chantier.

Article 5 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :

Le présent arrêté fera l'objet d'une publicité sous format dématérialisé sur le site de la Ville.

Article 7 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire, soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification, ou dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la décision explicite ou implicite de rejet opposé au recours gracieux effectué.

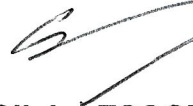
Article 8 :

Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à :

- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ;
- M. le Directeur Départemental du service d'Incendie et de Secours ;
- M. le Directeur du SYMAT ;
- M. le Directeur de KEOLIS ;
- M. le Directeur de l'entreprise ADN Signalisation.

Fait à AUREILHAN, le 29 SEP. 2026

Le Maire adjoint,



Olivier ESCOT-SEP

